

DANS L'ACTUALITE du 21 au 24 juin 2013

Textes officiels

JORF n° 0144 du 23 juin 2013

Monuments naturels et site du département de l'Ariège

[Décret du 21 juin 2013 portant classement d'un site](#)

JORF n° 0143 du 22 juin 2013

Sites du département des Bouches-du-Rhône

[Décret du 20 juin 2013 portant classement d'un site](#)

Aide juridictionnelle

[Décret n° 2013-525 du 20 juin 2013 relatif aux rétributions des missions d'aide juridictionnelle accomplies par les avocats devant la Cour nationale du droit d'asile et les juridictions administratives en matière de contentieux des étrangers](#)

JORF n° 0142 du 21 juin 2013

Renouvellement de la charte du Parc Naturel Régional des Volcans d'Auvergne pour une durée de 12 ans

[Décret n° 2013-520 du 19 juin 2013 portant classement du parc naturel régional des Volcans d'Auvergne \(région Auvergne\)](#)

Projet / proposition de loi

Outil de gouvernance pour le Grand Paris

[Proposition de loi n°665 visant à créer un véritable outil de gouvernance pour le Grand Paris](#)

Source : Sénat du 18/06/2013

Jurisprudence

Contrat public

Le sous-traitant a droit au paiement direct même s'il n'a pas respecté toutes les formalités

Pour la cour administrative d'appel de Bordeaux, le sous-traitant agréé n'est pas privé du droit à paiement direct de ses prestations du seul fait qu'il n'a pas suivi la procédure de demande de paiement à la lettre. A condition, toutefois, que le titulaire du marché n'ait pas déjà été payé pour les travaux en cause.

[CAA Bordeaux 2 avril 2013 Association syndicale autorisée des planteurs du Grand-Nord \(ASAPGN\), req. n° 11BX02720](#)

Urbanisme

Permis de construire : appréciation de l'urgence à suspendre un sursis statuer

Pour justifier de l'urgence à suspendre l'exécution d'un sursis à statuer opposé à une demande de permis de construire, le requérant doit démontrer, en invoquant des circonstances particulières, que cette décision affecte gravement sa situation.

[CE 12 juin 2013 Commune de Lambesc, req. n° 358922](#)

Procédure

Procédure devant les juridictions administratives

Quelle portée faut-il donner aux termes « sens des conclusions », au sens de l'article R. 711-3 du code de justice administrative, « Si le jugement de l'affaire doit intervenir après le prononcé de conclusions du rapporteur public, les parties ou leurs mandataires sont mis en mesure de connaître, avant la tenue de l'audience, le sens de ces conclusions sur l'affaire qui les concerne ».

[CE 21 juin 2013 Communauté d'agglomération du pays de Martigues, req. n° 352427](#)

Réponses ministérielles

Transmission au contrôle de légalité des procès-verbaux d'examen des candidatures et des procès-verbaux d'analyse des offres en matière de délégation de service public

[Rép. min. n° 04774, JO Sénat du 20 juin 2013](#)

Financement de la révision de SCOT

[Rép. min. n° 03887, JO Sénat du 20 juin 2013](#)

Faculté de prévoir l'implantation de discothèques dans le PLU

[Rép. min. n° 16996, JOAN du 4 juin 2013](#)

Vu par ailleurs

Contrat public

L'Obsar lance une enquête consacrée aux délais de paiement

[L'Obsar \(Observatoire des achats responsables\) invite les acheteurs et les fournisseurs à répondre à son enquête dédiée aux délais de paiement, et plus précisément à l'identification des causes de dérapage de ces délais.](#)

Source : le Moniteur du 24/06/2013

L'achat public responsable, oui mais comment ?

[Dans un contexte de crise économique, combiner optimisation de la gestion des deniers publics et développement durable n'est pas simple, et c'est pourtant ce vers quoi doit tendre l'acheteur public.](#)

Source : le Moniteur du 21/06/2013

L'abandon d'un marché public non signé n'a pas de caractère illégal ou fautif

Dans un arrêt du 6 juin 2013, la cour administrative d'appel de Lyon a rappelé une jurisprudence du Conseil d'Etat (30 décembre 2009, n° 305287 Société Estradera) : la décision informant le titulaire de l'attribution d'un marché n'engage pas la responsabilité du pouvoir adjudicateur à l'égard du bénéficiaire en cas d'abandon et d'annulation du projet.

Source : localtis.info du 20/06/2013

Urbanisme

Ordonnances pour accélérer les projets de construction : le projet de loi définitivement adopté

Le Parlement a définitivement adopté ce 20 juin le projet de loi autorisant le gouvernement à recourir à des ordonnances pour accélérer les projets de construction.

Source : localtis.info du 20/06/2013

L'Epadesa approuve la réalisation de grands projets immobiliers

Lors de sa séance du 18 juin 2013, le conseil d'administration de l'Etablissement Public d'Aménagement de la Défense Seine Arche (Epadesa) a approuvé plusieurs délibérations, portant sur des projets immobiliers d'ampleur sur son territoire.

Source : businessimmo.com du 20/06/2013

Environnement

Rénovation énergétique : l'éco-conditionnalité enfin appliquée à partir du 1er juillet 2014

Cécile Duflot, ministre du Logement et Delphine Batho, ministre de l'Ecologie ont annoncé jeudi 20 juin l'entrée en vigueur à partir du 1er juillet 2014 du principe de l'éco-conditionnalité. A partir de cette date, seules les entreprises et artisans titulaires de la mention « Reconnu Grenelle Environnement » pourront réaliser des travaux financés par l'éco-prêt à taux zéro et le CIDD. Un signe fort pour les professionnels du bâtiment qui attendaient depuis de nombreux mois sa date de mise en œuvre.

Source : le Moniteur du 21/06/2013

Grand Paris

Philippe Dallier propose la création d'un département unique

[Le sénateur Philippe Dallier a déposé une proposition de loi visant à améliorer la gouvernance du Grand Paris. Sa proposition : créer un département unique avec Paris et les trois départements de la petite couronne.](#)

Source : le courrier des maires du 21/06/2013

Le Grand Paris se dessine

[L'accouchement du Grand Paris avec la loi du 3 juin 2010 n'aura pas été une mince affaire. Place maintenant à la réalisation des projets.](#)

Source : localtis.info du 21/06/2013

Les transports du quotidien en Ile-de-France ont leur convention de financement Etat-Région

[L'amélioration des transports du quotidien en Ile-de-France, RER, tramways, bus ou métro, fait l'objet d'une convention de financement entre l'Etat et la Région, pour un montant de 6 milliards d'euros, première concrétisation des engagements du Premier ministre sur le Nouveau Grand Paris.](#)

Source : la gazette des communes du 21/06/2013

Collectivité territoriale

Une dotation politique de la ville ? François Lamy en rêvait, François Pupponi fournit les arguments

[François Pupponi a remis discrètement, mercredi 19 juin, son rapport de mission "Péréquation et politique de la ville" au ministre délégué à la Ville, François Lamy. Le député-maire de Sarcelles suggère sans surprise la création d'une dotation politique de la ville \(DPV\), la justifie par pléthore d'arguments financiers et en esquisse les contours. Ce qui l'oblige à aborder le sujet de la répartition des rôles et des crédits entre EPCI et communes membres...](#)

Source : localtis.info du 21/06/2013

Pour les communes, quelles sont les conséquences financières d'un classement de leur territoire en zone Natura 2000 ?

Pour faciliter l'appropriation des dispositifs de gestion et de restauration des habitats et espèces d'intérêt communautaire du réseau Natura 2000, une exonération totale, sur cinq ans renouvelables,...

Source : la gazette des communes du 21/06/2013
Transport

Le ministre des Transports veut mettre de la cohérence dans les grands projets d'infrastructures

"Nous souhaitons avoir des choix de cohérence sur la modernisation des infrastructures (...), et non une simple liste d'infrastructures. Il ne s'agit pas que chacun revendique son autoroute, sa LGV ou son TER", a affirmé le ministre délégué aux Transports Frédéric Cuvillier, lors d'une audition dans le cadre du débat national sur la transition énergétique le 20 juin.

Source : localtis.info du 21/06/2013

Profession

Les Ordres proposent de nouveaux services à l'ensemble des avocats

Tout acte d'avocat doit être conservé sous format numérique de manière à assurer une sécurité maximale aux parties signataires de l'acte.

Source : avocatparis.org du 21/06/2013

Vu dans les revues

AJDA n° 22-2013 du 24 juin 2013 p.1268, *Plaidoyer pour une « Smirgeomisation des Tropics »*, par Olivier Agnus

Environnement et développement durable n° 7 – juillet 2013 p.28, *Les pouvoirs de police spéciale des installations classées à l'aune de la prescription trentenaire (CE, 12 avril 2012)*, par Béatrice Parance

Le moniteur n° 5717 du 21 juin 2013 p.50, *Prévenir un recours vaut mieux que démolir une construction*, par Maris-Françoise Lasserre

Presse

Privée de TGV, la Côte d'Azur dans le piège de l'enclavement

[Les arbitrages suggérés par la commission Mobilité 21 en matière de réseau ferroviaire condamnent les Alpes-Maritimes à l'isolement. Le développement de la Côte d'Azur passe sans doute par des projets communs avec l'Italie du Nord.](#)

Source : les Echos du 24/06/2013

Les Bluecar Bolloré arrivent à Bordeaux

[Aquitaine : Après Autolib' à Paris et Bluely à Lyon, Bolloré va déployer un service d'auto-partage à Bordeaux baptisé « Bluecub ».](#)

Source : les Echos du 24/06/2013

A Rouen, l'écoquartier Luciline pousse à quelques encablures du centre historique

[L'écoquartier Luciline, à Rouen, est désormais une réalité. Du moins, son chantier. Après une décennie jalonnée d'études, de reconfigurations en tout genre et de dépollutions de cette ancienne friche industrielle et portuaire, ce grand projet urbain accueille ses premières grues.](#)

Source : Le Monde du 23/06/2013

En 1963, Carrefour invente l'hypermarché

[Le premier magasin géant ouvre à Sainte-Geneviève-des-Bois, en Essonne. L'enseigne, aujourd'hui numéro deux mondial de la grande distribution, a transformé le commerce.](#)

Source : le Monde du 21/06/2013

Infrastructures : la France va rompre avec le tout-TGV

[Une commission a été chargée de trier les grands projets d'infrastructure. Elle devrait préconiser un report de la plupart des nouvelles lignes après 2030.](#)

Source : les Echos du 21/06/2013

Sylvia Pinel veut simplifier les règles d'urbanisme commercial

La ministre de l'Artisanat, du Commerce et du Tourisme a présenté un plan de 50 mesures pour soutenir le commerce dans toute sa diversité. Au menu: une réglementation renforcée pour les " drive ", des financements nouveaux pour les petits commerces, une remise en ordre des règles d'urbanisme commercial, un encadrement des hausses de loyers commerciaux en centre-ville. Focus sur quelques mesures phares.

Source : l'Express du 19/06/2013